



ELA-STV

1976

**DECLARATION DU CONGRES
EXTRAORDINAIRE**

Jaun Andreok:

Le caractère d'efficacité et de travail que, des le début, nous avons voulu donner a ce Congrès, cadrerait mal avec le déploiement rhétorique que, fréquemment on attend dans de telles occasions. Nous préférons dédier le temps, forcément limité, de cette déclaration, a la brève mais sérieuse considération des sérieux problèmes que nous avons a affronter.

A travers les dures conditions du régime totalitaire, le syndicalisme basque a lutté pour survivre, s'adaptant, malgré tout, aux exigences du changement accéléré dans tous les domaines qui caractérise notre époque. Le moment est venu de donner plus d'ampleur, de portée et de développement a notre mouvement.

Nous devons, des lors, poser les lignes générales d'un syndicalisme qui réponde aux nécessités des travailleurs d'Eskual-herria, d'un original petit peuple dans le monde difficile, en pleine transformation, dans lequel nous devons trouver notre propre place. Nous aborderons aussi quelques problèmes pas forcément plus importants que d'autres, mais que des raisons pratiques conseillent de traiter en particulier.

Questions générales

Sans alternative progressive possible, l'actuel mode de production implique le développement des forces productives sur la base d'une technologie révolutionnaire, nécessite des solutions nouvelles dans l'accumulation, l'innovation, l'entreprise, le marché, la fonction publique, la qualification des travailleurs. Il exige des formes de contrôle, participation et équilibre démocratiques d'un nouveau contenu, capables d'assurer le plein concours des agents productifs, l'intégration de toutes ses ressources matérielles et spirituelles. Cela suppose des impératifs écologiques inéluctables, l'incorporation des valeurs et des finalités d'une société plus libre, diverse, originale et complexe et, nécessairement, le développement de structures économiques, sociales, politiques et culturelles de dimension mondiale.

Ce système, que nous décrivons bien trop succinctement, est déjà la réalité foncière du mode de production ascendant et, comme tel, inévitable et progressif.

C'est dans ce contexte, et non dans de pures considérations éthiques ou esthétiques, que nous situons les objectifs et perspectives de notre mouvement syndical.

Oppression et sous-développement

La lutte pour une société démocratique avancée implique la liquidation des plaies qui dévastent encore le monde actuel, et auxquelles notre peuple paie un tribut hors mesure.

Nous rejetons, donc, l'aliénation fondamentale des rapports de production, le manque de tout contrôle populaire sur les facteurs et forces productives, sur la politique économique, sociale et culturelle en général.

Nous dénonçons l'exploitation et l'aliénation des travailleurs à des fins qui ne sont ni ne seront jamais les leurs, l'oubli et la persécution des valeurs sociales et culturelles, génériques ou spécifiques, auxquelles doit servir l'activité humaine en général.

Nous contestons les fins et critères inspirateurs du prétendu progrès économique de notre pays, la détérioration matérielle et écologique, la décapitalisation et obsolescence des instruments de production, le sous-développement technologique et infrastructurel en général, la dégradation sociale et culturelle qui est leur nécessaire contexte.

Nous constatons, sans cesser de lutter pour l'accélérer, l'échec des formules totalitaires de toutes tendances, leur incapacité à présenter des solutions valables aux grandes questions de notre temps.

Nous faisons remarquer, en particulier, la crise insurmontable de l'autarcie, de l'isolationisme, du colonialisme; la rigidité, l'étroitesse et l'incapacité de l'état et du système impérialistes, trop grands et trop petits à la fois pour le mode de production mondial. Sa fonction historique est aujourd'hui la limitation des forces productives, de la coopération mondiale à tous les niveaux, le développement d'un national-populisme au service de la plus retardataire réaction national-monopoliste.

La résistance du capitalisme nationaliste et ses alliés a entraîné les travailleurs à affaiblir leurs positions internationales, à céder à d'autres classes sociales la responsabilité, fréquemment le mérite, du progrès international.

Une nouvelle structuration démocratique

Une économie, une société, une culture du peuple, pour le peuple et par le peuple. Voilà une formulation générale qui indique les possibilités actuelles d'une démocratie avancée.

Une société nouvelle de travailleurs se construit aujourd'hui par l'approfondissement effectif de la démocratie à tous les niveaux, par l'établissement des garanties, des formules de participation et contrôle que chaque groupe humain met à l'essai tous les jours. Le marginalisme revendicatif, le catastrophisme pseudo-révolutionnaire ne correspondent pas aux actuels rapports de production, à la puissance actuelle des classes travailleuses ni aux solutions qu'elles peuvent attendre. Les finalités, les moyens et les structures de notre syndicalisme devront s'adapter à cette réalité.

Nos structures sociales sont aujourd'hui fondées sur un système multinational qui se développe rapidement. Cela facilite le développement des forces productives, favorise la coopération des peuples et des cultures dans le respect des fins et des moyens spécifiques de chaque groupe humain, finit avec les dernières réserves coloniales, déborde les frontières qui séparent les peuples ou, comme le notre, les coupent en deux. Pour un pays de nos dimensions, situation et conditions il n'est pas, à court délai, d'autre voie progressive et réaliste que l'incorporation rapide et entière au

système économique et social de la démocratie occidentale, l'ouverture au système multinational de capitalisation, concurrence, production et échange, aux conditions de vie sociale et culturelle, à l'organisation syndicale et politique que ce système impose et constitue.

Le caractère immédiatement planétaire de notre système social, n'implique pas l'existence de modèles immédiatement applicables à notre pays. Il faut rappeler, en particulier, que ce qu'on appelle «la question nationale» fait partie intégrante de la question sociale, de la lutte des classes, de la question démocratique en général. Notre structure de classe n'est donc pas prolongation locale d'autres nations, ni simple reproduction d'un système relativement autochtone et complet, ces deux thèses étant fondées sur la mystification dualiste et faisant partie intégrante de l'appareil idéologique impérialiste. Le caractère étranger des classes dominantes, la base nationale des classes populaires déterminent, ainsi, les critères et objectifs concrets et différenciés de notre stratégie sociale.

Notre réalité sociale nous exige de maintenir à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays, l'entière indépendance d'organisation et d'objectifs des travailleurs d'Euzkadi et, donc, de notre mouvement syndical.

En effet, l'alliance progressive des classes démocratiques a besoin de garanties, d'une pluralité de contrôles et contrepoids, parmi lesquels, l'indépendance syndicale joue un rôle de premier plan.

Il n'existe pas d'autre moyen pour établir les basses matérielles, sociales et idéologiques d'un internationalisme qui soit autre chose que le masque bien connu de la domination nationaliste. C'est seulement ainsi, d'autre part, qu'on peut réussir une communauté populaire d'Euzkadi plus solidaire et plus avancée.

Les syndicalistes basques avons également, une triste expérience du bureaucratisme, de l'abandon de la démocratie interne, de plus en plus inséparables de l'incapacité théorique et pratique, de la désarticulation organique, de la soumission et de l'abandon stratégiques. Nous n'obtiendrons un syndicalisme fort et uni qu'au moyen d'une organisation non formellement mais réellement démocratique.

Qualités qui s'impliquent mutuellement et s'étendent à tous les ordres le caractère basque, la démocratie, l'indépendance sont, pour tout cela, consubstantiels avec les finalités et les structures de notre organisation syndicale. Ces qualités ne sont et ne seront jamais susceptibles de prescription, renoncement ou négociation.

Syndicalisme et idéologie

Le dépassement de l'ancien mode de production industriel met de plus en plus à découvert le caractère dogmatique et totalitaire des systèmes idéologiques du XIX^{ème} siècle.

La tradition libérale de notre culture, le sens réaliste et pragmatique de notre syndicalisme, la réelle ouverture à tous les apports culturels nous ont permis d'élaborer une idéologie de base étroitement liée aux nécessités pratiques de l'action syndicale. Au delà, ses insertions philosophiques

ou doctrinales, en tant que telles, ne nous concernent pas. Les positions qu'a leur sujet peuvent adopter les courants divers de notre mouvement syndical s'expriment, d'ailleurs, dans un milieu bien établi de liberté et tolérance mutuelle.

Formes et moyens d'action

Comme nous l'avons souvent dit, E.L.A. se sert, aux fins que l'on vient d'exposer, de tous les moyens dont la valeur et l'efficacité ont été établies par la théorie et l'expérience du mouvement syndical. La base de cette action est la lutte organisée et solidaire des masses travailleuses. E.L.A. se propose de doter les travailleurs de la préparation idéologique et technique. des bases économiques et organiques sans lesquelles toute efficacité est exclue d'avance.

Les syndicalistes basques sommes toujours disposés: au dialogue avec nos amis et a la négociation avec nos ennemis. Il n'est que le rapport de forces en présence qui nous dicte les limitations nécessaires dans cette matière.

Fonction et évolution du front nationaliste

Bien entendu, le développement d'un syndicalisme basque authentique a toujours été l'objet d'une aversion toute particulière de la part de l'oligarchie national-monopoliste et de ses alliés. Il n'en saurait être autrement, lorsqu'il s'agit de réduire les travailleurs d'Euzkadi a la condition de masse de manoeuvre complémentaire, de force d'appoint dépourvue de toute personnalité. En effet: une classe travailleuse sans organisation, sans stratégie propres est a la merci de ses ennemis. Sous le fascisme et jusqu'à présent, l'opposition sans faille a l'exigence démocratique d'autonomie immédiate pour Euzkadi, la formation d'une bureaucratie fantoche, la récupération et la déviation de la lutte de masse des travailleurs, la subordination des objectifs démocratiques a la priorité nationaliste, l'attaque par tous les moyens contre E.L.A., ont été l'expression d'un même combat.

Au moment présent, la banqueroute générale du syndicat et de l'état totalitaires, amène ces mêmes forces a la recherche des formules syndicales et politiques capables de conserver, malgré et a travers le changement, les valeurs et les ressources fondamentales du système.

La fonction complémentaire qui correspond au social-impérialisme dans l'entreprise totale de domination cherche a se réaliser, entre autres, dans l'établissement d'un nouveau syndicat jaune, fondé, non sur des rapports occasionnels ou superficiels avec le national-totalitarisme féodal et monopoliste, mais Sur les structures de base implantées par celui-ci en Euzkadi. Qu'il parvienne ou non a adopter la forme, a laquelle il prétend, de nouveau syndicat unique et obligatoire, sa mission cardinale consiste dans le maintien et le renforcement des conquêtes du capital monopoliste d'état, des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie nationaliste espagnole en général. Les mots, la forme, changent, mais non les fins: développer le monopole dans la politique, l'économie et la société tout entière, consolider la structure unitaire de l'état, saborder toute tentative du peuple pour surmonter le lourd héritage totalitaire, pour construire une nouvelle société dynamique, libre et

avancée. Telle est l'entreprise vers laquelle essaie de nous entraîner le verbiage pseudo-révolutionnaire.

La voie choisie est directe: précipiter la ruine des forces productives, atiser la discorde entre les travailleurs et le peuple en général, entraîner la régression sociale et culturelle a tous les niveaux.

Patronat et négociation

Il n'est pas rare d'entendre de la part du patronat autochtone ou étranger une question saugrenue: "Pourquoi n'avons nous pas au Pays Basque un syndicat semblable a celui des Anglais, avec lequel on pourrait négocier?" Question bizarre, en effet, qui semble ignorer les données les plus évidentes de l'histoire comparée. e'est tant mieux cependant si, aujourd'hui, les secteurs les plus capables et les plus progressifs du patronat national ou multinational comprennent que la simple répression des mouvements et des aspirations des masses travailleuses ne peuvent que nous conduire tous au sous développement et au désastre.

C'est a nous, donc, de demander: Pourquoi n'avons nous pas au Pays Basque des syndicats patronaux comme ceux des Anglais, avec lesquels on pourrait initier des négociations effectives? On n'attend pas, tout de mame, que ce soit nous qui les organisions?

Nous devons considérer, icl aussi, que seuls peuvent progresser, dans les conditions du monde actuel. les peuples capables de trouver des réponses valables pour la productivité et la concurrence internationales. Le peuple, les travailleurs d'Euzkadi n'échappons pas a cet impératif.

A partir de ces attitudes de réalisme élémentaire, les modèles, adaptables, les expériences, révisables, ne feront pas défaut, qu'il s'agisse du socialisme libéral des pays nordiques, de la concertation privée ou de la cogestion et la participation progressives en vigueur en Allemagne. Nous voudrions être surs que les milieux patronaux s'intéressent a ces systèmes et a leurs applications possibles, comme nous le faisons, faute de quoi les travailleurs devrions passer -pour combien de temps encore?- du baillon au monologue.

La question de l'entreprise

Parmi les facteurs modernes de productivité se place au premier plan celui de l'entreprise. Pourtant, notre pays manque d'un secteur public et administratif suffisant, qui est remplacé par l'organisation monopoliste d'état. Le coopérativisme présente une extension très limitée. L'entreprise privée souffre des plus graves déficiences en dimension, financement, technologie, composition organique du capital, management... A quoi bon poursuivre?

Dans de telles conditions, notre système économique recule sans cesse sous la poussée du secteur monopoliste d'état.

Si, a l'opposé, nous essayons d'établir un système économique acceptable pour le peuple et les travailleurs d'Euzkadi, l'avenir des modalités d'entreprise dans notre pays se décidera en marge des dogmes et des préjugés. Qu'elle soit publique, privée ou coopérative, seule entrera en ligne de compte la capacité pratique de l'entreprise pour servir les besoins, le développement général du peuple dans lequel elle s'insèrera.

Le syndicalisme basque aura a garantir l'apport, la participation et le contrôle des travailleurs a tous les niveaux de l'entreprise, condition indispensable d'efficacité et de stabilité dans la marche vers une société industrielle avancée.

Problèmes démographiques

Dans ces derniers temps, des mouvements migratoires aux proportions exceptionnelles se sont produits dans notre pays, avec les conséquences et les difficultés que cela comporte.

La bonne volonté, le réalisme populaires ont permis de réduire en grande partie de tels problèmes et ont ouvert des voies a l'intégration pour tous ceux qui la désirent. En cette matière, d'ailleurs, les déclarations rhétoriques ou démagogiques sont de peu d'utilité. e'est seulement avec de larges moyens sociaux, culturels, que pourront être résolus les graves problèmes qui se posent.

L'état espagnol et la phase de transition

Les réalités du présent système social, a l'intérieur et, surtout, a l'extérieur de l'état espagnol ont déterminé le procès évolutif virtuellement irréversible de celui-ci.

L'actuelle politique définie par le gouvernement de la monarchie n'implique pas la reconnaissance des droits et institutions constitutifs d'une éventuelle étape démocratique. mais bien la garantie de certaines conditions pour la préparer. Un syndicalisme authentique et efficace, de mame que les autres facteurs essentiels d'une telle étape, ne surgira pas par décret de la nuit au jour. Ses bases doivent être édifiées pendant la période de transition si l'on veut écarter un procès de désintégration comportant tous les risques.

Tout ce qui se fera dans le sens d'une effective démocratisation présente le plus grand intérêt pour les travailleurs basques. Les conditions de développement du syndicalisme ne peuvent pas, sans grave erreur, rester en marge des autres fondements d'une ouverture et d'un changement démocratiques. Donc, nous entendons bien que, a moins d'une contradiction entre le programme du gouvernement et les mesures pratiques, notre syndicalisme doit avoir immédiatement garantis:

La possibilité de réunion et d'information en vue d'établir les bases d'une future organisation syndicale de plein droit, les instruments économiques, juridiques et culturels qui en feront l'efficacité;

L'assurance que les activités exercées dans les limites et en vue des finalités ainsi définies ne seront pas considérées comme «subversives» ni réprimées en tant que telles, et cela d'autant plus

que le syndicalisme basque a fait preuve, dans ses longues années d'opposition, d'un sens des responsabilités et d'un rejet de l'aventurisme en général qu'on ne saurait mettre en doute;

L'accès à l'information dans toutes les questions qu'il estime le concerner à l'intérieur de la transformation institutionnelle du régime et, en particulier, dans les mesures ayant trait au système officiel d'organisation syndicale.

La nouvelle monarchie

L'institution monarchique est un élément d'indéniable importance dans l'évolution présente du régime espagnol. Elle a apporté un sens de la réforme qui pèse de façon décisive dans la phase de transition.

La réalité monarchique peut valoriser notre expérience des «fors» dans le sens d'une solution négociée aux exigences inéluctables d'une éventuelle étape démocratique. D'autre part, cette même réalité peut amener un sens plus pragmatique et réaliste de la politique aux secteurs de notre pays affaiblis par la propagande formaliste et idéaliste dont ils sont l'objet. C'est un avantage à ne pas sous-estimer, lorsque nous nous rappelons les capacités du formalisme soi-disant démocratique pour résister indéfiniment à la volonté populaire autonomiste la plus fortement établie.

Par ailleurs, l'avenir de l'institution monarchique apparaît comme inséparable de la viabilité générale d'une étape démocratique.

Les bases d'une étape démocratique

Malgré la démocratie limitée qu'on peut espérer des rapports de forces actuels dans l'état espagnol, les structures d'une étape démocratique devront incorporer les possibilités et les garanties minimales à même d'assurer la stabilité et l'efficacité sur tous les plans.

Ce sera seulement l'instauration effective des libertés et des droits fondamentaux qui nous permettra de considérer comme ouverte une étape historique de compromis, de légalité et de développement pacifique. Comme nous l'avons toujours affirmé, sans équivoque, l'autonomie immédiate du sud d'Euzkadi fait partie essentielle des institutions démocratiques minimales en dehors desquelles toute stabilité et tout progrès sont exclus. Et ceci non seulement dans notre Pays Basque, mais aussi dans tout le reste de l'état espagnol.

Eskerrik asko danoi.